

|| LA POLITIQUE ISRAËLIENNE VIS-À-VIS DE LA BANDE DE GAZA ET DE LA CISJORDANIE EST PARFAITEMENT PENSÉE DEPUIS LE DÉBUT : DIVISER LA PALESTINE ET POUVOIR ANNEXER LA CISJORDANIE. ||

LA POLITIQUE, TOUJOURS LA POLITIQUE

Et c'est là que le bât blesse. En dehors des condamnations, des appels et autres gesticulations, aucune sanction n'est prise pour qu'Israël mette fin à l'occupation et s'investisse concrètement dans un processus destiné à reconnaître les droits des Palestiniens. Des États européens ou des organismes internationaux grondent, menacent parfois mais jamais n'agissent. Et la situation ne va pas en s'améliorant depuis que les Emirats Arabes Unis et Bahreïn ont officiellement noué des liens avec Israël. L'hypocrisie du soutien des frères arabes aux Palestiniens éclate aujourd'hui en plein jour. En fait, parler de «normalisation» à propos des relations entre certains pays comme les Émirats arabes unis et Israël est abusif : il ne s'agit que d'inscrire sur le papier des choses qui existent déjà depuis belle lurette dans la réalité. Actuellement, les stratégies régionales et internationales anti-Iran, anti-Qatar et anti-Turquie, les guerres en Syrie et au Yémen, ont relégué la cause palestinienne au deuxième plan.

Par ailleurs, l'Autorité palestinienne et le Hamas accentuent, par leur division, la division de la Palestine et celle des soutiens à la Palestine. Les réconciliations annoncées sont nombreuses mais jusqu'à présent, sans résultat tangible. Il est vrai qu'en juillet, dans ce qu'ils ont appelé un pas vers «l'unité nationale», Jibril Rajoub et le député du Hamas Salih al-Arouri ont tenu une

conférence de presse le 2 juillet, dans laquelle ils ont annoncé que les deux mouvements se coordonneraient dans leurs actions de lutte contre l'annexion. Il est vrai encore qu'à Gaza, Fatah et Hamas ont tenu une grande manifestation contre l'annexion avec vidéoconférence. Non moins vrai qu'une Direction nationale unifiée de la résistance populaire a été créée (septembre 2020) qui est élargie au Hamas et au Jihad islamique et que des élections sont promises. Néanmoins, on est encore loin du compte. La rue palestinienne reste sceptique, elle qui demande la réconciliation depuis longtemps.

Sans unité nationale palestinienne, sans stratégie unifiée, sans sanctions internationales contre Israël, sans une politique d'actions et non d'incantations de la part de l'Europe et des autres États du monde, la Palestine risque fort de disparaître et les Palestiniens de ne plus faire l'objet que d'aides humanitaires et financières et de considérations bien argumentées sur leur condition de peuple opprimé. On continuera à rédiger des rapports circonstanciés sur la situation à Gaza et en Cisjordanie, on condamnera l'occupation, on redira l'apartheid, etc. et les Palestiniens continueront de subir et de souffrir d'Israël et de voir leurs droits ignorés et bafoués.